Podemos et la possibilité de susciter une force effective contre l'austérité en Espagne ?

dimanche 1er juin 2014, par DIAZ Diego, RODRIGUEZ Teresa (Date de rédaction antérieure : 22 mai 2014).

Cet entretien conduit avec Teresa Rodríguez traduit l'orientation d'une candidate de PODEMOS aux élections européennes et activiste d'Izquierda Anticapitalista.

Le vent souffle en faveur de PODEMOS qui se profile comme la grande surprise électorale pour l'échéance des élections européennes qui se tiendront le dimanche 25 mai. La liste conduite par Pablo Iglesias a, selon tous les sondages, une présence garantie au Parlement européen, oscillant entre un et trois eurodéputés selon différentes enquêtes. L'habitante de Cadix (capitale de la province du même nom et partie de la Communauté d'Andalousie), Teresa Rodríguez, enseignante du secondaire, activiste de la Marea Verde [mouvement social s'opposant aux contre-réformes dans l'éducation] et militante d'Izquierda Anticapitalista (IA) figure en deuxième position sur la liste de PODEMOS. Ce fut l'une des surprises des élections primaires [processus interne de sélection des candidats réalisé au sein d'une formation très hétérogène]. Elle a participé à un meeting à Langreo, invitée par le Cercle PODEMOS de bassin du Nalón [Asturies, nord].

Diego Díaz – Quel genre de personnes participe à la campagne de PODEMOS ?

Teresa Rodríguez. Il y a un mélange de profils politiques. Des gens provenant du 15M [15 mai 2011, date symbolique du « mouvement des indignés »], des différentes mareas [les marées sociales] ou qui ont une trajectoire militante plus ancienne ainsi que des personnes complètement nouvelles [à l'action politique]. Ce qui est positif est que les personnes qui ont plus d'ancienneté en politique se sont très bien adaptées au « profil » des nouvelles vagues d'activistes sociaux de la période qui a succédé au mouvement des indignés.

Certaines personnes de la gauche et des mouvements sociaux ont été quelque peu fâchés par le type de transversalité dont parle PODEMOS, par l'appel à la police et aux militaires ou au patriotisme populaire face à la Troïka et à l'Europe allemande qu'a fait Pablo Iglesias [le leader médiatique de PODEMOS, professeur de science politique à l'Université Complutense Madrid], ainsi qu'en général de son utilisation d'un langage qui n'était pas habituel dans ces milieux…

Ce que nous avons le plus approfondi collectivement dans notre discours fait partie d'un ensemble partagé. D'autres choses, comme celles de la police ou du patriotisme, ne sont pas partagées par toutes et tous au sein de PODEMOS. Cependant, ce sur quoi il y a un accord et ce sur quoi il est nécessaire d'adapter le langage au niveau de conscience des gens, ainsi que des nouvelles personnes qui s'intègrent dans les luttes sociales, ne sont pas toujours identiques dans les termes et les métaphores que nous avons, traditionnellement, utilisés au sein de la gauche [1].

Ce qu'il y a de positif c'est qu'il n'y a jamais eu une telle fraction de la population indignée par le système et qui ne croit plus dans le régime [les institutions issues de la « Transition » de la dictature

de Franco à la « démocratie », entre 1975 et 1978, au sens étroit de la chronologie]. Il y a énormément de personnes qui ne se sentent pas représentées et nous devons être audacieux afin de parvenir à organiser cette majorité sociale [2].

Le groupe à l'origine de PODEMOS est composé principalement des personnes du programme *La Tuerka* [programme télévisé de gauche] et de l'entourage de Pablo Iglesias [l'un des deux présentateurs phares, aux côtés de l'historien Juan Carlos Monedero] ainsi que d'Izquierda Anticapitalista. Comment fonctionne la relation entre ces deux composantes ?

Nous nous entendons sur la direction à suivre, la marche. Je dis toujours que nous élaborons le patron en même temps que nous le cousons. Des complications apparaissent, mais cela est normal lorsqu'il s'agit d'une polyphonie de voix et il est normal que cette diversité soit encore plus importante si nous rencontrons un succès le 25 mai 2014 [lors des élections européennes] et que quelque chose se poursuive sur cette lancée.

La protestation sociale depuis le 15M continue d'être composée majoritairement de personnes des « classes moyennes » paupérisées et d'universitaires précaires. Où se trouvent les autres secteurs populaires ?

Il y a deux secteurs sociaux qui nous manquent depuis le 15M. D'un côté, les travailleuses et travailleurs des secteurs productifs traditionnels, comme l'industrie, et, de l'autre, les secteurs plus individualisés et désorganisés, comme les personnes au chômage et précaires. Atteindre ceux-ci est un éternel défi, mais le PAH [Plateforme qui lutte contre les expulsions de logements] ou les assemblées de chômeurs et chômeuses sont un exemple qui indique que peuvent se développer la conscientisation et l'organisation de secteurs sociaux qui, jusqu'ici, ont été majoritairement à la marge de la mobilisation. Nous avons une ample histoire de défaites derrière nous et la conséquence logique de cela est la résignation et la démobilisation de la majorité sociale [voir note 2].

Quelles seront les relations avec IU [Izquierda Unida, coalition de gauche dominée par le Parti communiste] et d'autres formations politiques ? Y a-t-il à l'horizon la formation de quelque chose de semblable à SYRIZA ?

En Grèce, SYRIZA a refusé de gouverner avec le PASOK [Parti socialiste panhellénique] parce que cela impliquait appliquer les politiques de la Troïka. Si IU est disposée à suivre ce chemin et à maintenir une politique anti-Troïka, de désobéissance, nous nous rencontrerons, mais opter pour reproduire dans d'autres communautés des accords comme en Andalousie, cela serait fermer une fenêtre d'opportunités [3].

Lorsque la gauche gouverne et qu'elle aussi opère des coupes budgétaires, il en ressort l'idée qu'il n'y a pas d'autres alternatives. Suivre cette voie implique entrer dans un cercle vicieux que nous connaissons déjà : les bases sociales de la gauche [en l'occurrence du PSOE] sont déçues, la droite gagne et ensuite on vote à nouveau en faveur du PSOE, comme autodéfense.

Nous avons actuellement la possibilité de créer un grand espace commun en opposition à l'austérité et pour la rupture avec la Troïka, quelque chose qui soit plus qu'une simple addition de sigles, qui soit ouvert et participatif et qui intègre beaucoup plus de gens.

PODEMOS intègre beaucoup de personnes qui proviennent des mouvements sociaux. Comment éviter, ainsi que cela s'est produit au cours de la Transition, que ces mouvements perdent leur existence et que les personnes les composant cessent d'être des activistes sociaux, absorbés par la militance au sein de partis ou par le travail

institutionnel ?

Au cours de la Transition, ce processus eut lieu justement parce que l'objectif était précisément de démobiliser les gens. Ce que nous recherchons est exactement le contraire : forger une organisation qui se profile en termes d'économie du temps de l'engagement militant des personnes de telle façon à ce que personne ne renonce à ses autres appartenances sociales, syndicales ou de parti ; et cela pour être strictement membre de PODEMOS.

Nous sommes en faveur d'une politique déprofessionnalisée, dans laquelle les charges publiques soient exercées avec des rotations, pour un temps limité et pour un salaire qui soit identique à celui d'un travailleur normal.

Un autre danger est que cette limitation des charges publiques puisse priver l'organisation, trop tôt, de certaines personnes très précieuses… C'est le problème auquel s'affronte en ce moment les CUP avec David Fernández [Candidatura d'Unitat Popular, formation de la gauche radicale présente en Catalogne et au Pays valencien ; elle compte trois représentants au Parlement].

Les CUP obligent à quitter la charge élective après une législature. C'est peut-être trop rapide car les relèves mettent aussi du temps pour se former. L'un des défis est que tout le monde dispose d'une formation et d'un bon niveau pour pouvoir représenter l'organisation à tout moment et d'éviter de recourir toujours au raccourci du leader. Une grande direction peut masquer une organisation faible. Quant au cas concret de David Fernández, le fait qu'il se retire du Parlement ne signifie pas qu'il va disparaître de la vie publique, sociale et politique catalane.

L'euro : oui ou non ?

Il ne faut pas faire un fétiche ni de garder l'euro ou sortir de l'euro. Sortir de l'euro ne va pas résoudre tous nos problèmes et encore moins si nous le faisons d'une manière unilatérale, à la marge d'une alliance quelconque avec d'autres pays du sud et de la périphérie de l'Europe. Actuellement, dans notre situation, la clé devrait surtout être de chercher des alliances avec d'autres Etats pour nous affronter au problème de la dette, qui est illégitime et impayable.

Entretien avec Teresa Rodríguez conduit par Diego Díaz

P.-S.

* Entretien publié dans Atlantica XXII.

* Traduction et publication en français A l'Encontre. http://alencontre.org/

Notes

[1] L'histoire raisonnée de la gauche classiste a démontré, plus d'une fois, que sous le prétexte d'une pédagogie dans le vocabulaire pouvaient se camoufler des options s'éloignant de manière considérable d'une approche qui place le conflit central de classes constituant le cœur du rapport social propre au système capitaliste. Dès lors, les différences de vocabulaire nécessitent de manière sérieuse une réflexion critique. L'écoute des discours de Pablo Iglesias – au-delà de son style de « présentateur d'émissions de TV » – nous le confirme. (Réd. A l'Encontre).

[2] On peut interroger le terme de « majorité sociale », utilisé ici, à la simple lecture de la réponse donnée, par la suite, sur les composantes du 15M. (Réd. A l'Encontre)

[3] Allusion au fait que la Communauté autonome andalouse est gouvernée par une coalition composée du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) et d'IU, qui mène des politiques d'austérité et qui, récemment, a combattu l'occupation de logements de la part de personnes expulsées. (Réd. A l'Encontre)